



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## RENFORCER LA COORDINATION ENTRE LA SÉCURITÉ ET LA JUSTICE POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITE TRANSNATIONALE ORGANISEE

### *PROGRAMME D'ÉTUDES VIRTUEL NOTE D'INFORMATION*

**QUOI :** Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique organisera un programme de quatre semaines sur les implications stratégiques de la coordination entre les acteurs de la défense, de l'application des lois et de la justice au sein du secteur de la sécurité pour lutter contre le crime organisé transnational (COT). Le programme examinera la traite des personnes, le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains et les crimes liés aux ressources naturelles, ainsi que d'autres formes pertinentes de COT. Les fonctionnaires de la sécurité et de la justice examineront la valeur stratégique de la coordination de la sécurité et de la justice au niveau transfrontalier, interinstitutionnel et communautaire.

Le programme :

1. Examinera l'éventail des initiatives actuelles en cours dans différentes régions d'Afrique pour renforcer la coordination des secteurs de la sécurité et de la justice dans la lutte contre les différentes formes de COT.
2. Examinera les efforts de coordination actuels qui s'inscrivent dans les stratégies et les approches régionales, nationales et locales de lutte contre le COT.
3. Comparera les expériences de coordination militaire, policière et judiciaire en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée à l'intérieur et au-delà des frontières nationales, en milieu rural et urbain, en tenant compte du rôle des hommes et des femmes.

**OÙ :** En ligne, via Zoom pour le gouvernement

**QUAND :** 9 et 10 février 2021, 12h00 GMT  
16 et 17 février 2021, 12h00 GMT  
23 et 24 février 2021, 12h00 GMT  
2 et 3 mars 2021, 12h00 GMT

**QUI :** Les pays suivants sont invités à soumettre des candidatures pour ce programme : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, République démocratique du Congo, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Tchad, Togo et Zambie. Des invitations supplémentaires seront adressées aux organisations régionales, aux représentants du gouvernement américain et à d'autres personnes.

Pour chaque pays invité au séminaire, le CESA recherche la nomination de quatre (4) hauts fonctionnaires du pouvoir exécutif ou judiciaire, issus de l'armée ou de la société civile. Au moins un (1) fonctionnaire de l'armée, des forces de l'ordre ou de la défense civile et au moins un (1) fonctionnaire du secteur de la justice (qu'il s'agisse de procureurs, de juges, d'inspecteurs ou d'autres fonctionnaires s'occupant des affaires judiciaires ou de la corruption gouvernementale liée au COT) doivent être inclus pour ces discussions interdisciplinaires. Etant donné que les femmes jouent un rôle crucial sur ces questions, autant dans le domaine de la sécurité que dans celui de la justice, tout en restant sous-représentées, il est fortement recommandé de donner la priorité à leur nomination.

**POURQUOI :** Le démantèlement des réseaux de COT nécessite souvent des actions communes de la part des militaires, des forces de l'ordre et des fonctionnaires de la justice, en concertation avec les communautés locales, les stratèges de la sécurité nationale et les organismes régionaux concernés. Ce programme d'études virtuel examinera la valeur stratégique de la coordination de la sécurité et de la justice dans une perspective multidimensionnelle, ainsi que dans une optique sensible au genre, à la jeunesse et aux groupes politiquement marginalisés touchés par le COT. En examinant comment la sécurité et la justice interdépendantes fonctionnent dans la lutte contre la criminalité transnationale, les pays et les organisations peuvent mettre en synergie leurs efforts pour démanteler les réseaux de criminalité transnationale grâce à l'État de droit et à des approches d'économie politique.

**COMMENT :** Cet événement virtuel comprendra des conversations plénières en direct, des groupes de discussion hebdomadaires et une diffusion web préenregistrée. Les participants seront invités à effectuer une courte lecture et un travail vidéo avant le programme virtuel. Il y aura une séance plénière de 90 minutes et un groupe de discussion de 90 minutes par semaine. Les conversations modérées des sessions plénières seront publiées sur le site web du CESA et sur sa chaîne YouTube. Les groupes de discussion, ainsi que les séances plénières de questions-réponses seront soumis à une politique stricte de non-attribution. Le séminaire virtuel se déroulera en anglais, en français et en portugais.